



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 17 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE

855 rue René Descartes
(siège social)
13100 Aix-En-Provence

Références : 20241205-RAP-InspectionCMSE_Aime_Complet.odt
Code AIOT : 0006101498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE implanté Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE
- Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE (ex-CMCA), filiale de la société COLAS, exploite à Aime-la-Plagne une carrière à ciel ouvert de calcaire sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 31 mars 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.6	Sans objet
2	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.5.2	Sans objet
3	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.5.4	Sans objet
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les suites données aux demandes formulées lors

de la dernière inspection de novembre 2023.

Lors de cette nouvelle visite, il a été demandé à l'exploitant de tenir informé le service d'inspection des installations classées des opérations qui seront menées dans le cadre de la mise en œuvre des préconisations formulées par le service RTM à la suite des études menées après la crue du Nant Agot.

Par ailleurs cette visite a été l'occasion de balayer sur le terrain les opérations de sécurisation en cours et à venir concernant l'éperon rocheux et les risques associés à la RN90 et ce en application du chapitre 7.2 de l'arrêté préfectoral du 31/03/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents et accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : La dernière visite d'inspection faisait suite à un événement survenu le 15/11/2023 sur le site de la carrière. En effet, suite à de fortes précipitations et à la fonte nivale, une crue torrentielle du Nant Agot a dégradé et coupé la route communale et produit des débordements généralisés dans l'enceinte de la carrière CMSE, en passant par la zone de stock. Les constats liés à cette visite mettaient en évidence la bonne réactivité de l'exploitant face à un événement dont l'origine accidentelle (risques naturels en amont de la carrière) n'était pas liée à l'exploitation de la carrière. Pour autant, un certain nombre de réflexions étaient en cours en 2024 afin de déterminer les mesures à mettre en œuvre à moyens termes afin de prendre en considération un événement de même ampleur. Une étude hydraulique a donc été demandée au RTM afin d'évaluer les pistes d'amélioration potentielles au regard de plusieurs scénarios identifiés susceptibles d'avoir une incidence sur la carrière. Cette étude a été transmise au service d'inspection des installations classées le 11/10/2024. Elle a été complétée par le BE ALPES Ingé sur le volet stabilité des remblais et transmise au service d'inspection en date du 27/11/2024. L'étude du RTM préconise un certain nombre de mesures dont les objectifs permettent de répondre aux enjeux en mettant en œuvre des travaux visant à améliorer les aménagements actuels. Les grands principes de ces travaux consistent à installer un "piège à flottants" couplé à l'aménagement d'un Parcours à Moindre Dommage (PMD). Ce parcours est aménagé dans le périmètre de la carrière. Pour exemple, l'exploitant a déjà positionné les stocks de "bonne" qualité à l'aval de la zone de stockage. Les conclusions du rapport du BE Alpes Ingé viennent compléter les préconisations du RTM en mettant en évidence que la visite a permis de montrer : <ul style="list-style-type: none">• que les remblais sont stables,• qu'un système de drainage n'est pas nécessaire,• que la gestion du Nant Agot selon les recommandations du RTM permettra de réduire très fortement le risque d'une atteinte des remblais en cas de crue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Les préconisations doivent être affinées. Un plan d'actions et un rétroplanning associé à la mise en œuvre de ces mesures devra être transmis au service d'inspection des installations classées une fois établi.</p> <p>Par ailleurs, le rapport actualisé de contrôle annuel 2024 de la stabilité du remblai réalisé par Alpes Ingé sera transmis également au service d'inspection des installations classées une fois réceptionné par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.5..2
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des études d'impact et de dangers
Prescription contrôlée : <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Les mesures qui seront mises en œuvre dans le cadre des préconisations formulées par le RTM et rappelées au constat précédent pourront amener l'exploitant à réévaluer l'analyse de risques élaborée dans le cadre de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale et sur lequel s'appuie l'arrêté préfectoral du 31/03/2022.</p> <p>En parallèle, les modalités d'exploitation de l'éperon sont susceptibles d'être affinées et devront également faire l'objet d'une analyse vis-à-vis des conclusions de l'étude d'impact initial présentée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer, d'ici la fin du 1er semestre 2025, au service d'inspection des installations classées les conclusions de son analyse vis-à-vis de la nécessité (ou non) de remettre à jour l'étude de dangers ou l'étude d'impact au regard des évolutions susceptibles d'être apportées aux conditions d'exploitation de la carrière dans les prochains mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.</p> <p>Pour les carrières, le changement d'exploitant étant soumis à autorisation préalable, le nouvel exploitant adresse au Préfet une demande d'autorisation accompagnée des documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.</p>
Constats : <p>Le 30/09/2024, l'exploitant a fait parvenir au préfet une demande de changement d'exploitant de</p>

la société Carrières et Matériaux Sud-Est (CMSE) au profit de la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO). Ce changement d'exploitant sera effectif au 31/12/2024.
Un arrêté préfectoral complémentaire sera pris en ce sens.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.2

Thème(s) : Autre, Dispositions particulières vis-à-vis de la RN90

Prescription contrôlée :

Des adaptations de ces préconisations peuvent être envisagées dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause les principes définis dans ce rapport et à partir du moment où ces alternatives sont validées par un cabinet d'études géotechnique compétent.
Pour chaque modification notable de la méthodologie d'exploitation, une information devra être transmise par mail au service d'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre.

Constats :

La visite d'inspection a été l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de sécurisation de l'éperon et notamment vis-à-vis des dispositions particulières relatives aux conditions de terrassement et aux mesures de protection de la RN90 pour la sécurité de la parcelle 111.

Lors de cette visite, les opérations en cours et à venir ont été explicitées sur le terrain et notamment il a été rappelé que les opérations liées à la création de la nouvelle piste d'accès en vue de la sécurisation de l'éperon rocheux étaient effectives conformément aux échanges et validations du service d'inspection des installations classées de début octobre 2024.

L'exploitant a confirmé que les recommandations du service EHN de la DREAL seraient mises en œuvre. Pour rappel, il s'agit des mesures suivantes :

- 15 individus de Fétuque du Valais en cas d'échec des mesures de réduction proposées, s'ajoutant aux 40 individus déjà impactés dans le cadre de la dérogation. A ce titre, **un suivi floristique spécifique en 2025 serait utile afin de connaître les impacts réels et définitifs des travaux sur cette espèce protégée (pouvant alors conduire à ré-évaluer le besoin compensatoire, même si celui-ci est bien dimensionné de base) ;**
- 500 m² de destruction d'habitats boisés favorables à la faune, qui semblent toutefois inclus aux 5 000 m² environ identifiés dans le dossier initial. Inclus ou non, cette hausse d'impact sur le milieu boisé reste peu significative. **Faire passer un écologue avant le déboisement pour marquer et éviter les arbres à gîtes (chiroptères arboricoles contactés dans l'état initial) ;**
- purges et pose de filets sur les falaises susceptibles de porter atteinte au cortège d'espèces rupestres. Attention sur ce point : oiseaux et chiroptères n'étaient pas jugés en repos ou en reproduction dans les falaises mais la situation a pu évoluer depuis l'état initial de 2016-2017. **Vérifier l'absence d'anfractuosités et de vérifier, le cas échéant, qu'elles sont vides, immédiatement avant les opérations de purge et de pose des filets.** La période automnale (avant 1er novembre voire 15 novembre selon les conditions météo) reste la plus indiquée pour mener ce type d'actions vis-à-vis de l'écologie des espèces.

Type de suites proposées : Sans suite